

Connaissant la répugnance du gouvernement à compromettre son droit divin d'être extravagant, on ne peut que supposer qu'il augmentera les impôts, alourdissant ainsi le fardeau qui pèse sur notre économie et ralentissant notre productivité. A en juger par sa réponse de l'autre jour, lorsque mon collègue le député de Perth lui a demandé s'il se proposait de présenter un autre budget, le ministre des Finances envisage sérieusement, de toute évidence, d'en déposer un autre uniquement afin d'augmenter les impôts. Je dis «de toute évidence,» à cause de ses hésitations et du caractère vague de sa réponse. Je m'aperçois que le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration vient de se retirer.

Une voix: Il est derrière la tenture.

L'hon. M. Starr: Mille pardons. J'aimerais appeler l'attention du ministre sur le Quatrième exposé annuel du Conseil économique du Canada, où il est question des politiques économiques à la page 279. Je cite:

La deuxième stratégie de la politique économique, celle qui tend à renforcer les disponibilités et la capacité de production de l'économie, doit comprendre, notamment, des mesures propres à accroître l'efficacité et la compétition, la mobilité, la formation et l'instruction de la main-d'œuvre, et à faciliter l'adaptation aux changements technologiques et autres...

Sans aucun doute, le ministre sait qu'on recommande d'accroître la formation des adultes pour augmenter la productivité et le rendement. A mon avis, nous ne saurions trop insister sur ces points, car il est manifeste que le gouvernement est tout à fait inconscient de l'importance vitale de l'amélioration de la productivité. Il a même abandonné et dissous le Conseil national de la productivité que nous avons institué et qui s'était beaucoup rapproché de cet objectif.

En ce qui concerne le gouvernement actuel, le mot productivité semble avoir quelque chose de vilain. Cette expression signifie simplement la production à un coût qui nous permettra de soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux. Tout ce qui ajoute aux frais de la production nuit à la productivité. En revanche, tout ce qui les réduit l'encourage. Rien n'a autant ajouté aux frais de la production canadienne que les politiques économiques du gouvernement.

Le ministre des Finances, en parlant de l'abolition de la taxe de 11 p. 100 sur l'outillage et l'équipement de production, a dit,

comme en fait foi la page 2811 du Hansard du 4 octobre:

L'abolition de la taxe de vente sur l'outillage et l'équipement de production est une mesure importante qui devrait contribuer à diminuer le coût de production...

● (4.10 p.m.)

Qui a imposé cette taxe? Quel effet a-t-elle eu? Sa suppression pourrait faire baisser le prix de revient? Elle a fait augmenter le prix de revient et pourtant ce même gouvernement l'a imposée il y a quelques années.

L'hon. M. Sharp: A cause du gâchis que nous avons trouvé lorsque nous sommes arrivés au pouvoir.

L'hon. M. Starr: Il n'y avait pas de gâchis; tout allait bien quant le gouvernement libéral est arrivé mais il n'a fait que dépenser l'argent des contribuables en le jetant par portes et fenêtres. Maintenant il est au milieu d'un beau gâchis et il doit prendre des mesures énergiques en augmentant les impôts.

L'hon. M. Sharp: Nous avons trouvé le pays en plein gâchis financier.

L'hon. M. Starr: L'imposition de la taxe de 11 p. 100 a augmenté le coût de la production à tous les échelons et a contribué à diminuer la productivité, une situation vis-à-vis de laquelle la plupart des économistes du Canada et d'ailleurs, qui font autorité, sans parler du Fonds monétaire international, nous mettent en garde dans les termes les plus catégoriques.

L'hon. M. Sharp: Mon honorable ami a-t-il oublié la crise des changes en 1962 et 1963?

L'hon. M. Starr: Non, bien sûr, mais qu'a fait le gouvernement actuel avant cela? Cependant, lorsqu'elle est survenue, nous avons tenté d'y remédier.

Il est également question à la page 259 de l'exposé du Conseil économique du Canada de l'inégalité économique dans l'Est du Québec et la région atlantique. Ce n'est pas nouveau. Nous en parlons depuis 3 ans, mais le gouvernement n'écoute pas. C'est en dilettante qu'il a effleuré le problème, car il a la réputation maintenant d'être un gouvernement d'amateurs. De fait, la situation dans l'Est de l'Ontario, l'Ouest du Québec, la Gaspésie, la région du Lac St-Jean et presque toutes les régions des provinces maritimes constitue un problème national grave. Récemment le gouvernement s'est barricadé, quand